

Manifestation d'Air France : Philippe Martinez ne condamne pas les violences

Les Echos | Le 07/10 à 11:03, mis à jour à 11:11

Le secrétaire général de la CGT estime que "perdre son boulot, ça c'est violent", alors que l'Etat a apporté son soutien à Air France après la manifestation violente de lundi.

Philippe Martinez est catégorique. "Non", il ne condamne pas les actes de violence de la manifestation des salariés d'Air France qui a dérapé lundi après l'annonce par le comité central d'entreprise de la suppression de 2.900 postes.

"Nous ne cautionnons pas ce genre d'incidents", a certes tempéré le secrétaire général de la CGT au micro de France Info. Mais "s'il n'y avait pas eu ça, quel temps on aurait consacré à un plan de licenciement de 3000 salariés ?", s'est-il interrogé. "La violence sociale, il faudrait en parler un peu plus" et "perdre son boulot, ça c'est violent", a également déploré le successeur de Thierry Lepaon.

Critiques du gouvernement

Le secrétaire général de la CGT a par ailleurs regretté le soutien public apporté par Manuel Valls à Air France. Le Premier ministre a en effet rencontré les deux dirigeants de l'entreprise victimes de la colère de la foule dès son retour du Japon, mardi. "J'aurais préféré qu'il apporte son soutien aux salariés menacés de licenciement et que l'Etat prenne ses responsabilités", a-t-il insisté.

"J'ai entendu aussi des membres du gouvernement (...) dire : 'Air France, ça nous regarde pas, c'est une entreprise privée. Et ça c'est un vrai problème. Le gouvernement devrait intervenir", a-t-il plaidé.

Pour Philippe Martinez, "les syndicats ne sont pas là pour jouer les pompiers de service. Soit le gouvernement et le patronat écoutent, soit on s'expose à des gestes comme ceux qu'on a connus." Et de conclure au sujet de la manifestation polémique de lundi : "C'est un signal d'alerte".

Une seconde vague de licenciements chez Air France : la direction dément

Le 07/10 à 08:26, mis à jour à 08:46

La direction d'Air France a "démenti" mardi des informations du "Canard enchaîné" faisant état d'une seconde vague de licenciements après 2017. Dans son édition à paraître mercredi, l'hebdomadaire satirique, qui 'appuie sur "des documents que n'auraient pas dû recevoir certains syndicalistes", affirme que le plan annoncé lundi "sera suivi, après 2017, d'une autre saignée, qui, elle, portera sur 5.000 suppressions d'emplois".

"C'est une hypothèse qui circule dans l'entreprise", a réagi auprès de l'AFP une source syndicale. Tous les autres syndicats interrogés affirment n'avoir pas eu connaissance des documents internes mentionnés.

"Air France dément ces chiffres et rappelle que le plan de restructuration de son réseau long-courrier annoncé hier (lundi) générera d'ici à 2017 un sureffectif estimé à 2.900 personnes", a indiqué la direction dans un communiqué. "Il n'existe aucun plan concernant les évolutions d'effectifs en 2018, 2019 et au-delà", ajoute-t-elle. Elle précise avoir "travaillé sur différentes hypothèses", jugeant qu'il "n'est donc pas surprenant que des chiffres non confirmés circulent aujourd'hui".

Contacté, un porte-parole d'Air France a précisé que le sureffectif de 2.900 personnes (300 pilotes, 900 stewards et hôtesses, et 1.700 personnels au sol) incluait l'année 2017.

Air France : Les principales mesures du plan de restructuration <http://t.co/wSygmKRMtt>

— Bruno Trévidic (@BrunoTrevidic) [6 Octobre 2015](#)